

***l'Anti*capitaliste**

n°224 | 9 janvier 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Les capitalistes s'en **Grèce**...



NON À L'€UROPE DE L'AUSTÉRITÉ!

Dossier

**Sécu: l'année de
tous les dangers**

Pages 6 et 7



ÉDITO
Valls-Dieudonné: jeu de
dupes contre les classes
populaires Page 2

PREMIER PLAN
Hollande: responsable...
devant le Medef Page 2

ACTU INTERNATIONALE
Turquie: guerre dans l'État
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Dieudonné, l'héritier
de deux antisémitismes...
Page 12





Par ANTOINE LARRACHE

Valls-Dieudonné: jeu de dupes contre les classes populaires

Depuis quelques jours, Manuel Valls découvre Dieudonné et ses amitiés d'extrême droite.

Effectivement, au contraire de ce que pensent de nombreux jeunes des couches populaires, Dieudonné est lié au Front national, aux milieux antisémites négationnistes et autres courants fascistes. Avec son ami Alain Soral, ils se présentent comme des « antisystème », mais Soral tente de toutes ses forces de construire un mouvement idéologique fascisant, et ses déclarations contre les immigrés et contre le mouvement ouvrier ne manquent pas. Ce sont nos ennemis, au même titre que le FN et les groupes nazis tels les Identitaires.

Mais, là où il y a une arnaque, c'est quand Valls prétend vouloir les interdire par une circulaire. Comme Sarkozy l'avait fait avec Le Pen, le ministre de l'Intérieur se présente comme le champion de la lutte contre l'extrême droite... alors qu'il fait tout pour battre le record des expulsions d'étrangers du gouvernement précédent, tient des propos racistes contre les Roms ou regrette qu'il n'y ait pas assez de « white » et trop de noirs dans sa bonne ville d'Evry...

La campagne de Valls arrive à point nommé pour ce gouvernement alors que les chiffres du chômage sont catastrophiques, que l'économie est au plus bas, que la TVA augmente, ou que Hollande vient d'annoncer vouloir faire 30 milliards de cadeaux sur les cotisations patronales aux dépens des salariés.

Le résultat est connu d'avance: dans le climat raciste actuel, la politique de ce gouvernement entraînera sans doute aux municipales une nouvelle poussée du Front national. Pour le NPA, l'interdiction des spectacles de Dieudonné, comme du FN ou de groupes d'extrême droite, n'aurait comme effet que de les poser en victimes du système et donc de les renforcer. De plus, cela créerait un dangereux précédent qui pourrait se retourner contre la gauche radicale et le mouvement social. La seule réponse efficace, c'est la construction d'un mouvement antifasciste unitaire, dans les quartiers, les entreprises, les universités, pour contrer l'extrême droite et la galaxie fascisante qui gravite autour.

BIEN DIT

Je connais Serge Dassault depuis tout petit et il a toujours eu ce sentiment d'impunité, qu'il peut tout se permettre avec de l'argent.[...] Dassault n'est pas un corrompu, c'est un corrupteur.

BRUNO PIRIOU, CONSEILLER MUNICIPAL PCF DE CORBEIL-ESSONNES, sur le site de l'Express, lundi 6 janvier 2014.

À la Une

Les capitalistes s'enGrèce...

Le très nationaliste Premier ministre grec doit étouffer de rage: face aux nombreuses inquiétudes exprimées dans la presse européenne sur les dangers de la présidence grecque de l'Union européenne depuis le 1^{er} janvier, Samaras a dû se contenter de souligner que sa présidence sera l'occasion de montrer les progrès de l'économie grecque...

Il annonce la fin de la crise en 2014 grâce aux mesures douloureuses mais nécessaires prises ces trois dernières années!

Misère des chiffres

En réalité, à Athènes, en dehors des quartiers bourgeois, c'est partout la misère des rues, sur fond d'odeurs de cheminées d'immeubles brûlant du mauvais bois polluant: bien des copropriétaires ont voté contre l'achat de mazout pour le chauffage collectif.

Comme le titre le *Washington Post*, « les chiffres s'améliorent, les problèmes empirent ». Certes, la récession semble moindre que prévu (4% au lieu de 5,5), prévision pour la fin 2013 d'un léger excédent budgétaire primaire... c'est-à-dire hors charge de la dette qui représente désormais 175% du PIB! Ce chiffre indique à lui seul la réalité, y compris de la présidence grecque: derrière le discours officiel, Samaras espère surtout que la troïka n'imposera pas un nouveau mémorandum. Un journal allemand, le *FAZ*, rappelle à Samaras que la troïka est le fruit des ministres de l'Économie et des gouvernements de l'UE et que son rôle n'est pas de négocier mais de contrôler l'application correcte des mesures que le gouvernement grec a acceptées de ses créanciers!

Laboratoire de la régression sociale

Samaras aura donc bien du mal à créer l'illusion, sur fond de sondages électoraux plaçant Syriza

LA GRÈCE PREND LA PRÉSIDENTE DE L'UE



en tête, car la réalité de ce début 2014 est terrible pour la population: alors que le Pasok et la droite plongent dans des scandales financiers, taxes et impôts s'envolent, et le chômage officiel dépassera bientôt les 27%.

Le ministre de la Réforme administrative, un rejeton de la famille politicienne Mitsotakis, annonce froidement 11 000 licenciements et 12 000 mises en disponibilité dans la fonction publique. Dans la santé, l'hécatombe continue, avec comme ministre un ex-fasciste, parfaite illustration de la défense par l'extrême droite du libéralisme à outrance: des milliers de postes brutalement supprimés, des services hospitaliers fermés... Si on ajoute à ça l'imposition d'un forfait de 25 euros pour toute hospitalisation,

c'est un modèle pour la bourgeoisie européenne.

Samaras voudra-t-il faire adopter sur deux thèmes le « modèle grec » à l'Europe? La question du chômage doit être discutée: or ici, la réponse avancée, c'est la fin des droits, de la recherche inutile d'emplois réels, ce qui se traduit par un exil dramatique de jeunes, diplômés ou pas. Et pour celles et ceux qui travaillent, l'emploi est aujourd'hui souvent maintenu en étant payé avec plusieurs mois de retard (2/3 des salariéEs) ou même pas du tout... L'autre question est celle de l'immigration, pour laquelle Samaras aimerait surtout voir se généraliser la politique de la Frontex: une Europe forteresse (avec ce mur à la frontière gréco-turque, et la chasse aux immigrés arrivant par mer).

Combattre l'Europe de l'austérité TOUtes ensemble!

Devant une telle (absence de) perspective, la gauche grecque et européenne a des responsabilités décisives. Syriza joue la carte « responsable », avec personnalisation de son dirigeant Tsipras, désigné candidat du Parti de la gauche européenne pour la présidence de la Commission européenne. Par ailleurs, Syriza veut organiser un colloque sur la dette, et à la fois convaincre les peuples du Nord qu'il est de leur intérêt de soutenir les peuples du Sud (sic) et convaincre les dirigeants européens que Syriza respecte le cadre européen actuel pour y mener une autre politique. Face à cette orientation, en dehors du KKE qui réclame simplement la sortie de l'UE, la coalition d'extrême gauche Antarsya appelle à une première manifestation de toute la gauche le 8 janvier contre les responsables européens réunis à Athènes pour le début officiel de la présidence grecque. Même si cette initiative est bienvenue, une dynamique décisive contre l'Europe du capital ne viendra pas des seules luttes en Grèce (mobilisation enseignante en janvier, actions auto-organisées pour le droit à la santé, luttes contre les centres de rétention des immigrés...), mais surtout de la lutte commune et si possible coordonnée dans tous les pays de l'UE.

D'Athènes, Andreas Sartzekis et Tassos Anastassiadis

HOLLANDE



Responsable... devant le Medef

Au-delà de paroles creuses sur la « France forte », c'est la création d'un pacte de responsabilité avec les patrons qui a constitué la principale annonce du président lors de ses vœux du 31 décembre.

« **J**e propose un pacte de responsabilité aux entreprises. Il est fondé sur un principe simple: moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités et, en contrepartie, plus d'emballements et plus de dialogue social. » Le président a parlé.

Reculs en cascade

Jusqu'à présent, Hollande tenait à sauvegarder un discours un peu à gauche... tout en multipliant les cadeaux aux patrons et aux revenus élevés. On peut en citer quelques-uns particulièrement significatifs. D'abord, son recul sans combat devant les « pigeons »

Un monde à changer

CHANTAGE. « Nous avons un pistolet sur la tempe et nos adhérents ont eu peur ». C'est ainsi qu'un syndicaliste de Boeing résume la situation.

Au salon aéronautique de Dubaï en novembre dernier, l'avionneur américain a enregistré 342 commandes et engagements d'achats – dont 259 pour son nouvel avion 777X – pour une valeur totale de 101,5 milliards de dollars. En novembre 2013 toujours, le conseil d'administration de Boeing a augmenté de 50% le versement du prochain dividende à ses actionnaires et annoncé le rachat de 10 milliards de dollars d'actions Boeing (ce qui favorise les actionnaires).

Par contre, au même moment, la direction de l'entreprise était engagée dans un chantage avec les ouvriers de l'usine de Seattle (État de Washington). À défaut d'un accord, Boeing menaçait de transférer sa production dans un État à la législation sociale plus

souple, tel que la Caroline du Sud ou l'Utah.

Après des mois de refus, le vendredi 3 janvier, à l'issue d'un vote, les ouvriers de l'entreprise ont, à une petite majorité de 51%, accepté les concessions sociales qui leur étaient demandées par l'avionneur pour maintenir sa production dans sa région historique. Ils acceptent notamment de troquer leurs pensions de retraite garanties pour un dispositif beaucoup moins favorable, dépendant des fluctuations des marchés financiers.

L'État de Washington accordera même 9 milliards de dollars de rabais fiscal en échange du maintien des usines Boeing. Aux USA, les délocalisations sont internes car les patrons jouent des différences entre les États où les ouvriers ont arraché des droits syndicaux et sociaux (New York, Washington, Michigan, etc.) et les États du Sud.

SOCIAL

Contre tous les pactes de responsabilité

Au moment où Hollande et le gouvernement de « gauche » s'apprêtent à imposer un nouveau paquet cadeau au patronat, les salariéEs de plusieurs entreprises mettent en évidence l'escroquerie que cache mal le gagnant (pour les patrons) – perdant (pour les salariéEs) camouflé sous le dialogue social.

Le vandale c'est Taylor

Il y a d'abord le dialogue social à la Taylor, patron de Titan et repreneur potentiel de Good-year, qui après avoir traité les militants CGT de « timbrés » et affirmé qu'à Amiens les « soi-disant ouvriers » ont « une heure pour leurs pauses et leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures », récidive en traitant de « maboules » et de « pirates » les salariéEs qui se battent jusqu'au bout contre la liquidation de leur travail, leur seul moyen de vivre. Un patron qui, allant de plans de reprise bidon en décisions de fermeture, respecte aussi peu le droit du travail que les milliers de salariéEs qu'il a sauvagement exploités pendant des années. En arrière-plan, il y a l'assourdissant silence du ministre Montebourg tout juste bon à encourager les salariéEs à négocier autour d'un prétendu plan de sauvegarde de l'emploi qui n'est en fait qu'un plan de liquidation du site. Avec le souvenir du candidat Hollande qui, en octobre 2012, promettait une loi pour protéger les salariéEs des entreprises qui faisaient des bénéfices tout en licenciant. Et pourtant Goodyear annonçait encore au troisième trimestre un bénéfice net en hausse de 51%, à 166 millions de dollars.

Un service à rendre public

L'autre version, c'est le dialogue social à la sauce SNCM. Entreprise de service public employant 2600 salariéEs, SNCM était depuis 1976 une entreprise publique, jusqu'à sa privatisation en 2006 par la vente à Veolia et la participation du groupe d'investissement Butler (celui qui a liquidé Virgin...). L'État met alors 120 millions d'euros pour « aider » à la poursuite de l'activité avec 400 suppressions de postes. Mais pour Veolia, l'affaire n'est pas assez juteuse et le groupe négocie avec l'État un plan de sauvegarde de l'activité. Un accord entre les syndicats et la direction prévoyait la suppression de 600 emplois (sans départs contraints), 70 millions d'économies et la promesse d'investissement sous la forme d'achat de quatre bateaux. Mais Veolia a décidé que cela n'était pas suffisant et menace de mettre la SNCM en liquidation. Ayrault promet alors 30 millions d'aide supplémentaire tout en annonçant la contestation des exigences de la Communauté européenne (400 millions d'euros de remboursement d'aide de l'État). Pour l'intersyndicale de la SNCM, hors syndicat des travailleurs corses (STC), il s'agit d'un enfumage et d'une déclaration de guerre qui

justifie l'appel à la grève depuis le début de l'année. Largement majoritaire, elle bloque à la fois les échanges Corse-continent, mais aussi par contrecoup une partie de l'activité économique en Corse entraînant l'arrêt de travail des transporteurs corses. De nouvelles « concertations » pourraient bien déboucher sur la liquidation de l'entreprise.

Une nouvelle année de luttes

Ainsi, avec la nouvelle année, pas de surprise : c'est bien la casse sociale qui continue avec l'accompagnement du gouvernement. Les désastres sociaux Goodyear et SNCM sont à la fois le résultat de la politique d'austérité assumée par le gouvernement et de la liberté laissée et même encouragée pour les patrons de décider de la vie et de la mort des entreprises au détriment des moyens de vivre des salariéEs. Réquisition et interdiction des licenciements sont les seuls moyens pour les empêcher de nuire. Évidemment pas de dialogue social, pas de pacte de responsabilité pour cela, mais la lutte décidée des salariéEs, comme en Bretagne, comme les Goodyear ou les marins de la SNCM.

Robert Pelletier

(c'est-à-dire des patrons qui veulent avoir le droit de céder leur entreprise sans payer des impôts en fonction de leur enrichissement) a porté un coup au principe affirmé durant la campagne présidentielle d'imposition égale du travail et du capital. Ensuite, ce fut la décision de ne pas réglementer les retraites chapeaux et autres avantages financiers que s'octroient les dirigeants des grandes entreprises, pour s'en remettre à un code de conduite dont l'application est contrôlée par un comité du patronat : le cas de Varin (patron de PSA) a montré que ce comité n'a bougé que quand les syndicats et la presse ont sorti l'information. Le lobby bancaire a eu la peau de l'engagement de Hollande de séparation des activités

spéculatives des activités de crédit : la loi bancaire concernera moins de 1% des activités des banques. Le patronat a eu la satisfaction de voir le gouvernement édulcorer, puis faire repousser la proposition de loi sur l'amnistie des syndicalistes condamnés pour des actions liées à des conflits sociaux. Cela permet la poursuite de l'acharnement politico-judiciaire contre les cinq militants CGT de Roanne, poursuivis pour avoir refusé de se soumettre à un prélèvement ADN. La réforme des retraites se fait sans que cela coûte quoi que ce soit aux entreprises. Enfin, le « pacte de compétitivité » se solde par la mise en place d'un crédit d'impôt pour les entreprises qui va atteindre 20 milliards d'euros et qui est

en partie financé par la hausse au 1^{er} janvier de l'impôt le plus injuste : la TVA.

À plat ventre devant les patrons

Le 10 septembre 2013, *Libération* faisait sa une sur « Hollande, président des patrons ». Aujourd'hui, c'est Hollande à plat ventre devant le patronat. Dans une interview au *Monde* du 4 janvier dernier, Pierre Gattaz, président du Medef, affirme qu'il accueille favorablement le pacte de responsabilité de Hollande. Il en raconte aussi la genèse. En novembre dernier, le Medef a transmis au président un projet de « pacte de confiance ». Gattaz note que le contenu des deux pactes est « très proche ». Loin des hypocrisies de la campagne présidentielle, le

discours de Hollande reprend celui, traditionnel, des organisations patronales basé sur la réduction des « charges » et des « contraintes ». En contrepartie, sans s'engager à rien en termes d'embauches, Gattaz annonce un million d'emplois. D'ailleurs, il ne précise même pas s'il s'agit d'emplois supplémentaires. On remarquera que les annonces farineuses sur l'emploi sont une spécialité de la famille Gattaz. Le père de Pierre, Yvon, président du CNPF (l'ancêtre du Medef) entre 1981 et 1986, avait lui promis la création de 471 000 ENCA, « emplois nouveaux à contraintes allégées », si l'autorisation administrative de licenciement était supprimée. Elle l'a été en 1986 par Chirac et aucun

emploi supplémentaire n'a été créé, comme l'a avoué dans un débat parlementaire en 2012 le député UMP Étienne Pinte, rapporteur du texte à l'époque. Nous voilà donc prévenus. C'est le patronat qui va directement dicter les réformes de la deuxième partie du quinquennat. Quels que soient les résultats des futures municipales et européennes, malgré quelques grognements, la grande masse des députés et sénateurs socialistes suivra, tandis que le Front national essaiera de capitaliser le mécontentement populaire. Seule une mobilisation massive de « ceux d'en bas », de ceux que les « socialistes » trahissent jour après jour, peut mettre en échec ce scénario.

Henri Wilno

Le chiffre + 524

C'est, en milliards de dollars, l'augmentation en 2013 de la richesse des 300 plus grandes fortunes mondiales qui pèsent maintenant 3 700 milliards de dollars (chiffres Bloomberg). Mme Bettencourt est au 15^e rang mondial, avec seulement 33,4 milliards de dollars (+7,3 milliards). Et pas un centime n'est allé au NPA...



Agenda

Samedi 18 janvier, fête du NPA, Louviers.

Salle du Moulin :
– 15 h : « fille ou garçon, avons-nous les mêmes chances, le même avenir social ? »
– 17 h : « sortir du nucléaire en 10 ans »
– 19 h : présentation de la liste NPA-PCF aux municipales
– Dîner-partage

Mardi 21 janvier, conférence débat sur l'URSS, Paris.

Organisé par la Société Louise-Michel : « URSS : vingt ans de nouvelles archives – Regards historiques sur le stalinisme aujourd'hui » avec Alain Blum. À 19 h au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20^e (métro Ménilmontant ou Gambetta).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

M. Cameron et les Anglais, ce qui aurait été bien c'est qu'ils viennent avec nous en Françafrique.

L'ex-ministre des Affaires étrangères BERNARD KOUCHNER, qui a commis ce beau lapsus jeudi 2 janvier 2014 sur l'antenne de BFMTV.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MEDIAPART

Soutien à la presse en ligne

Un million d'euros, c'est la somme que réclame le fisc à la publication sur internet Mediapart dirigée par Edwy Plenel. Il est reproché au média en ligne de ne pas avoir appliqué le bon taux de TVA pour ses trois premières années d'exercice...

En effet, depuis sa fondation en 2007, Mediapart applique une TVA de 2,1%, le taux appliqué par la presse papier, alors que la presse en ligne est d'après la législation nationale redevable du taux de TVA « normal » de 19,6%. Mediapart risque donc un redressement qui pourrait fortement la fragiliser. Bénéficiaire de 1 million d'euros cette année (pour un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros), la facture pourrait donc être très salée : 6 millions d'euros en tout d'après Edwy Plenel pour l'ensemble de la période 2007-2013...

L'action contre Mediapart s'inscrit dans un cadre plus global : le Monde a reçu il y a quelques jours un avis de contrôle fiscal, une société de presse Indigo Publications a également fait l'objet d'un contrôle avant Noël, Terra Eco a reçu un avis d'huissier pour « vérification de comptabilité » et ArrêtSurImages, le site internet de Daniel Schneidermann, fait l'objet d'un redressement depuis trois ans...



Edwy Plenel, fondateur de Mediapart. DR

Droit, justice et égalité

Dans une tribune « Qui veut la peau de Mediapart ? » publiée vendredi 27 décembre, le fondateur du média en ligne affirme que « ce contrôle, imposé d'en haut et fait dans l'urgence, est donc bien destiné à tuer Mediapart au moment même où il s'apprêtait à consolider son indépendance économique ». Il fustige ensuite le rôle du pouvoir en place : « Nous hésitons à trouver le bon qualificatif pour juger l'attitude de nos gouvernants dans cette affaire. Impéritie, inconscience, indifférence, irresponsabilité, paresse, malignité, perversité ? Ou bien un peu de tout cela à la fois ? » Et de conclure : « Nous ne demandons aucun privilège, aucun passe-droit, aucune grâce. Simplement le droit, la justice, l'égalité. Et donc l'application immédiate du même taux de TVA à toutes les presses quel que soit leur support. Et, de surcroît, l'annulation pure et simple de tous les contrôles fiscaux ayant visé des journaux en ligne sur cette base discriminatoire, véritable atteinte à la Constitution gardienne de l'égalité et du pluralisme de la presse. »

En cause donc les différences de taux de TVA entre la presse classique et la presse en ligne, tout ceci partant d'un micmac entre droit national et directive européenne. Il paraît que ce mois-ci, quelques ministres concernés devraient se pencher sur la question. En attendant, Mediapart bénéficie de tout notre soutien, pour la liberté d'information et le droit de savoir.

Manu Bichindaritz

Appel pour l'égalité fiscale signable sur le site de Mediapart.

En temps de crise

FRONT DE GAUCHE

La crise que connaît le Front de gauche vient de connaître un nouveau rebondissement avec le 4^e congrès du Parti de la gauche européenne qui s'est tenu mi-décembre à Madrid en présence de 300 délégués.

Ce parti regroupe une vingtaine d'organisations européennes dont, pour la France, le PCF et le Parti de gauche. Seuls les PC restés les plus staliniens d'Europe en sont absents, comme les PC de Grèce ou du Portugal.

Dés-union européenne

Avec l'accord du PG, le congrès a voté trois initiatives qui ne mangent pas de pain : une campagne contre le grand marché transatlantique (TAFTA), l'organisation d'un sommet pour la restructuration de la dette en mars à Bruxelles et un « forum européen des alternatives » pour l'automne. Toujours avec l'accord du PG, 86% du congrès a proposé Alexis Tsipras, le leader de Syriza, comme candidat à la présidence de la Commission européenne. Enfin un bureau a été élu avec des représentants de Syriza (Grèce), du Bloc de gauche (Portugal), du PCE (État espagnol), de la Gauche bulgare et de Die Linke (Allemagne).

En revanche, le PG s'est opposé à la réélection de Pierre Laurent à la présidence du PGE, et a décidé en conséquence de suspendre sa participation au PGE jusqu'aux municipales, déclarant notamment : « la clarté de notre campagne aux européennes ne doit pas être mise



en danger par la stratégie portée par Pierre Laurent de rejoindre la liste du PS aux municipales à Paris ». Pour ce dernier, « cette décision est incompréhensible pour nos camarades européens ». Même réaction chez Clémentine Autain de la FASE qui, tout en rejetant l'accord PS-PCF sur Paris, explique que pour le Front de gauche, « il n'y a pas de plan B pour les européennes ».

L'état de l'union...

Pour bien comprendre cette crise, il faut rappeler que le Front de gauche est une coordination d'organisations, avec seulement quelques « indépendants » dans sa direction, et non un parti unifié comme le demandent certains en son sein. Il est composé du PCF (avec ses 8 000 élus), du PG (avec l'orateur Mélenchon, quelque milliers

d'adhérents et quelques dizaines d'élus), le PCOF, une moitié de Gauche unitaire dirigée par Christian Piquet (ex-LCR), et depuis peu Ensemble, regroupement qui réunit l'autre moitié de la GU dirigé par Francis Sittel (ex-LCR), la Gauche anticapitaliste (ex-LCR et NPA), Convergence et alternative (ex-LCR et NPA), la FASE (dont les Communistes unitaires), et un peu plus de la moitié des Alternatifs (l'autre moitié ayant refusé d'adhérer au Front de gauche).

De fait, c'est bien le PCF et Mélenchon qui dominent le Front de gauche, un Front qui va se présenter aux prochaines municipales selon les villes sur des listes avec le PS ou contre lui, donc quelquefois divisé entre PCF d'un côté et reste du Front de gauche de l'autre. Mais à chaque fois, avec le même sigle!

ÉCOLE Peillon dans les pas de la droite

Le 15 mars 2004, une loi portée par le ministre de l'Éducation nationale d'alors, Luc Ferry, interdisait le port du voile à l'école...

Cette loi discriminatoire avait pour volonté affichée de « conforter l'école de la République » en réaffirmant « l'importance (...) des valeurs d'égalité et de respect de l'autre ». Sacrée valeur que de vouloir convaincre de ses principes, en excluant de l'école les jeunes filles qui n'auraient pas été convaincues ! Plus encore, à Nanterre, Torcy, Échirolles ou encore Chelles, entre 2004 et 2008, le zèle des directeurs de certaines écoles les avait même amenés à interdire aux mères de famille portant un foulard l'accompagnement en sortie scolaire.

Le 23 décembre 2013, le Conseil d'État, saisi pour tenter de résoudre le vide, selon lui, de la loi

concernant le statut des mamans accompagnatrices, a rendu son rapport. Solution a donc été trouvée de laisser le choix à l'appréciation des « autorités compétentes » qui pourront demander aux mamans voilées « de s'abstenir de manifester leur appartenance ou leurs croyances religieuses ».

Cela arrange évidemment le ministre actuel Vincent Peillon qui, d'une pirouette, à la fois maintient la loi de 2004 en s'évitant une confrontation avec les militants et collectifs antiracistes, maîtrise le débat puisque le rapport dit que les mères voilées peuvent accompagner, contente les partisans de l'école sanctuaire de la neutralité et de la laïcité, essentiellement quand

il s'agit de la religion musulmane, en ouvrant la possibilité que le contexte puisse justifier un refus d'accompagnement. Le gouvernement s'est donc pour l'instant évité un débat public sensible à quelques mois des municipales.

Continuité d'une politique raciste et discriminatoire

Entre 2004 et 2013 se seront accumulés les lois antifoulard ou antiniqab, les débats sur l'identité nationale, la viande halal ou encore les prières de rue. À chaque fois, c'est une partie de la population vivant en France qui est stigmatisée. C'est en partant de ce substrat raciste que l'on ouvre en grand les vannes au Front national et à sa préférence nationale, et il est court le chemin qui mène du prétendu problème du foulard à l'école à la suspicion récurrente envers les musulmans. Les mères voilées ne sont pas le

Le débat d'abord

Aujourd'hui, le débat est assez violent et s'est envenimé suite à la prise de position du PG dans le cadre du Parti de la gauche européenne, un PG par ailleurs favorable à l'intervention militaire en Centrafrique à partir du moment où elle a été sanctifiée par l'ONU... Pour les directions, il ne s'agit pas d'une question de fond malgré les apparences. Mélenchon se moque des municipales et ne compte que sur les européennes où il espère remplacer Pierre Laurent comme tête de liste et « dépasser » le PS dans les urnes. Et pour le deuxième tour des municipales, c'est le silence radio, ce qui laisse entendre un accord avec le PS sous l'argument de « battre la droite ». Et déjà dans certaines villes, des sections du PG ont annoncé la couleur pour justifier de ne pas faire d'accords avec d'autres courants comme le NPA. Mais sentant une grande opposition des militants PCF, mais pas des élus, à toute alliance avec le PS, Mélenchon s'efforce de canaliser cette opposition de gauche, sans se rendre compte que même chez ces militants, son « style » ne passe pas...

Mêmes compliqués, tous ces débats nous concernent car ils touchent des militants avec qui nous nous retrouvons souvent dans les mobilisations et qui pour la plupart sont à la recherche d'une véritable alternative anticapitaliste. Et dans ce domaine, personne n'a fait ses preuves et n'a de solution toute faite. En toute modestie, et en toute indépendance, nous apportons notre contribution politique, avec ces camarades comme avec celles et ceux qui ne veulent plus être mêlés à ces « jeux politiques ».

Alain Krivine

Denise Sarraute

TURQUIE

Guerre dans l'État

Décidément, l'année 2013 n'aura pas profité à l'AKP, le Parti de la justice et du développement actuellement au pouvoir. Après la formidable révolte du mois de juin, il est depuis plus de trois semaines confronté à une opération anti-corruption...

La mobilisation de juin dernier avait remis en cause à la fois les politiques néolibérales (notamment au niveau de l'aménagement urbain) et l'autoritarisme du gouvernement (concrétisé par des reculs sur la laïcisation de la société) pour réclamer le « droit à la ville » et les libertés individuelles. Ayant réprimé avec violence la résistance de Gezi, l'AKP est aujourd'hui confronté à une opération anticorruption d'envergure guidée par son ancien allié, la confrérie islamique de Fethullah Gülen.

De la coalition...

Cette vaste confrérie musulmane modérée liée à l'Imam Fethullah Gülen (vivant aux États-Unis depuis plus de dix ans) met en avant le « dialogue » et la « tolérance », et diffuse la culture turco-islamique grâce à un puissant réseau mondial d'écoles. Mais elle est aussi renommée pour avoir infiltré la bureaucratie et notamment la justice et la police depuis plus de vingt ans. Avec ses cadres dans l'appareil d'État, la confrérie fut le principal allié de l'AKP dans son combat contre les militaires et les républicains-laïcistes. Cette coalition commença à se fragiliser par le refus de Gülen de condamner Israël au lendemain de l'attaque de la flottille envoyée à Gaza. De plus, Erdogan sentait que la confrérie commençait à détenir une puissance démesurée dans la bureaucratie, au point de ne plus pouvoir la contrôler. Les négociations d'un « processus de paix » avec

le leader kurde Öcalan rencontra aussi l'opposition des partisans de Gülen. La convocation du chef des services de renseignements pour être interrogé à propos de ces négociations (qu'il menait sous la directive d'Erdogan) et suspecté de « soutien à l'organisation terroriste » fut comprise (à juste titre) comme un défi.

Face à la dérive autoritaire du Premier ministre et à la violence policière durant la révolte de juin, la confrérie tenta de se réapproprier le champ « musulman démocrate » déserté par Erdogan, en critiquant le gouvernement. La rupture s'est définitivement consommée quand l'AKP annonça son intention de

fermer les « dersbane » (cours privés de soutien scolaire), étant donné que de nombreux dersbane appartiennent à la confrérie et que c'est une source de revenu en même temps qu'un moyen d'embrigadement.

... à la « guerre des institutions »

C'est donc en représailles à cette décision que les opérations anticorruption (préparées depuis un an) furent lancées. Si la première vague où furent arrêtés deux fils de ministres et le PDG d'une banque publique obligea Erdogan à un vaste remaniement ministériel, la deuxième vague allant jusqu'au fils du Premier ministre a été contenue

par le refus de la police d'appliquer les mandats d'arrêt lancés par le procureur. Ce dernier fut ensuite dessaisi, ainsi que celui de la première vague...

Le Conseil suprême des juges et des procureurs (où la confrérie est dominante) fit une déclaration pour protester contre ces mesures jugées inacceptables et dénonça la pression du gouvernement sur la justice. L'AKP quant à lui, estime qu'il s'agit d'un coup d'État orchestré par « l'État parallèle » (les institutions et postes occupés par la confrérie Gülen) soutenu par les puissances étrangères et visant à renverser le gouvernement. Depuis, les mesures pour limiter l'autonomie du corps judiciaire se succèdent.

À quelques mois des élections municipales (mars 2014), présidentielles (août 2014) et législatives (2015), cette crise profonde ne résulte bien évidemment pas seulement d'un combat pour le pouvoir entre deux fractions islamiques, elle est liée au mode d'intégration au capitalisme mondial. En effet l'AKP, et plus précisément Erdogan, ne semble plus être un allié crédible, un acteur « rationnel » pour les puissances impérialistes occidentales : soutien aux djihadistes en Syrie, aux Frères musulmans en Égypte, arrestations en masse de ses opposants, violence policière meurtrière, rapports problématiques avec l'UE... Le rapprochement entre le parti républicain de centre gauche (CHP), la confrérie Gülen et les États-Unis peut constituer un élément important dans la reconfiguration du champ politique.

Mais quel que soit le dénouement de la situation, cela ne profitera pas à ceux d'en bas. Cette déstabilisation du régime doit être vue par la gauche sociale et politique comme une opportunité dont elle doit s'emparer pour ébranler l'État bourgeois et le consensus néolibéral.

D'Istanbul, Uraz Aydin

L'ISLAM MODÉRÉ DE L'AKP



FRANÇOIS BOZIZÉ

CENTRAFRIQUE

L'impasse française

Les deux troupes armées présentes en Centrafrique sont la Miska, qui vient de passer sous le contrôle de l'Onu, et qui rassemble des soldats de plusieurs pays de l'Afrique centrale avec une prédominance de soldats tchadiens, et l'armée française, composée de 1 600 hommes. Elles sont toutes deux prises à partie par les populations qui leur reprochent leur manque d'impartialité.

De fortes tensions sont perceptibles à l'intérieur de la Miska où les troupes de N'Djamena sont considérées comme partisans dans le conflit, en prenant systématiquement parti pour les Tchadiens, et plus généralement pour les musulmans présents dans le pays. Ils sont assimilés par le reste de la population à des combattants ou du moins à des soutiens de la Seleka, l'organisation qui a pris le pouvoir en déposant François Bozizé. Cette organisation s'est rendue coupable de nombreuses exactions contre les populations. Il y a quelques jours, les soldats tchadiens de la Miska ont ouvert le feu sur leurs collègues burundais pour libérer des membres de la Seleka qu'ils détenaient. Pour éviter de nouveaux incidents, la décision a été prise d'envoyer les soldats tchadiens dans le nord du pays.

Quant aux troupes françaises, elles rencontrent les mêmes difficultés. En effet, elles sont considérées par la partie musulmane comme des partisans des milices anti-Balaka, dont certaines veulent le retour de l'ancien dictateur François Bozizé. Des manifestations ont eu lieu contre la présence des troupes françaises en Centrafrique aux cris de « Français dehors, Hollande assassin » ! L'intervention militaire française, mais aussi tchadienne, ne fait qu'approfondir la division des populations en Centrafrique. Qu'on le veuille ou non, la France mais aussi le Tchad, ne peuvent prétendre à une impartialité dans le conflit, puisque ces deux pays ont systématiquement interféré dans le cours de l'histoire de la Centrafrique, en imposant à la population, d'un commun accord, leurs hommes qui se sont tous révélés des dictateurs de la pire espèce.

La France fait bien partie du problème

Ces vagues de violence mettent en exergue le fait que la réconciliation des populations est impossible en l'absence d'une solution politique unanimement acceptée. Et comme au Mali, une telle situation ne peut que déboucher sur un enlèvement de l'armée française. La politique de soutien aux dictatures en Centrafrique par la France a eu comme conséquence une quasi-inexistence de l'État, vu comme une simple source d'enrichissement pour le clan au pouvoir. Dans la plupart des cas, les manifestations de son existence résidaient dans la violence arbitraire. C'est ainsi que le tissu social s'est progressivement délité, favorisant le repli identitaire sur sa communauté vu comme seul moyen de survie. Hollande peut tenter d'habiller ses aventures militaires en Afrique d'une

parure humanitaire, il se situe bien dans la continuité de son prédécesseur. À tel point qu'il en a gardé le principal artisan, Benoît Puga. Ex de la légion étrangère, ce général aura été de toutes les aventures néocoloniales de la France, en participant aux interventions à Kolwezi, au Gabon, à Djibouti, au Tchad et au Congo. Il connaît bien la Centrafrique pour y être intervenu en 1983 et en 1996. Père de onze enfants, catholique intégriste, chef d'état-major particulier du président Sarkozy... Avec un tel profil, Hollande ne pouvait que... le reconduire dans ses fonctions !

Plus que jamais, la mobilisation pour exiger la fin du soutien de Paris à tous les tyrans du pré-carré africain, est le meilleur service que l'on puisse rendre aux populations du continent.

Paul Martial



Le monde en bref

PALESTINE

Gaza: on ne pardonne pas, on n'oublie pas!

Il y a tout juste cinq ans, l'opération « plomb durci » massacrait 1 200 Palestiniens, provoquant la colère et la réprobation internationale. Cette agression sauvage de l'armée israélienne s'est poursuivie par une politique quotidienne de harcèlement permanent du peuple palestinien, notamment à Gaza.

Il n'y a pas eu de « trêve des confiseurs » et les raids meurtriers ont une nouvelle fois endeuillé la population gazaoui : 12 bombardements rien que le 24 décembre, tuant une fillette de 3 ans à son domicile, suivis d'autres le 2 janvier causant de nombreux dégâts. Des inondations spectaculaires ont aggravé une situation sanitaire déjà précaire, alors même que le blocus se renforce. Les bombardements de nombreux tunnels par les armées égyptienne et israélienne isolent un peu plus les habitants, les privant de denrées alimentaires de base, du carburant nécessaire à l'alimentation des groupes électrogènes...

Déclaration d'intention

Dans un tel contexte, comment pourrait-on prendre au sérieux la résolution adoptée à l'écrasante majorité le 26 novembre dernier par l'Assemblée générale de l'ONU ? Elle décrète 2014 « année de solidarité avec le peuple palestinien », impliquant « l'arrêt complet de toutes les activités d'implantation dans les territoires palestiniens occupés ». Israël n'a jamais appliqué aucune résolution de l'ONU... Nous n'avons aucune illusion sur la volonté de l'impérialisme d'imposer quoi que ce soit à Israël. Le récent voyage de François Hollande à Tel Aviv et ses déclarations d'amour à Netanyau sont sur ce plan édifiantes. Le peuple palestinien ne peut compter que sur ses propres forces et celle de la mobilisation internationale.

C'est l'objectif de la campagne BDS qui gagne du terrain dans de nombreux pays. Les défections d'artistes internationaux annulant leurs spectacles se multiplient. Le NPA prendra toute sa place pour faire de 2014 l'année d'une véritable mobilisation pour la Palestine.

Alain Pojolat



Fernand Tuil

Inlassable militant pour les droits et la justice du peuple palestinien, Fernand a été emporté par une longue maladie contre laquelle il s'est battu pendant deux ans. En septembre dernier, il animait encore le stand Palestine à la fête de l'Humanité. Nous avons souvent marché côte à côte dans ce combat, et nous avons toujours frappé ensemble contre les politiques colonialistes et racistes des gouvernements israéliens. Fernand, c'était l'association pour le jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF) fondée en 1999. C'est par centaines qu'il a emmené au Liban ou en Palestine occupée les éluEs pour qu'ils se confrontent aux réalités de l'occupation israélienne. De ce travail pédagogique naissait en 1999 le premier jumelage entre une ville française et un camp de réfugiés palestiniens, parrainage suivi par une dizaine d'autres villes. Militant du PCF, il était des combats contre les politiques de régression sociale des différents gouvernements. Avec la disparition de Fernand, c'est un camarade de lutte que nous perdons, et pour des militantEs du NPA impliqué dans le réseau de solidarité avec la Palestine, c'est un ami qui s'en est allé. L'hommage que nous lui rendrons sera de poursuivre la lutte pour les droits et la justice du peuple palestinien.

La commission Moyen-Orient Palestine du NPA

Réduire « les charges sociales », c'est diminuer nos salaires

Une partie du salaire nous est payé directement et une autre est versée sous forme de cotisations sociales aux caisses de Sécurité sociale et à Pôle emploi afin de faire face aux aléas de la vie : maladies, accidents du travail, charges familiales, chômage et pour les retraites. Pour ces raisons, elle est appelée salaire socialisé.

Les cotisations sociales sont bien entendu, comme le reste du salaire, une « charge » pour les patrons. Ils cherchent toujours à limiter la part salariale, pour augmenter celle des profits. Pour le salarié, les cotisations sociales sont au contraire un élément de sa rémunération, même s'il n'en bénéficie que dans certaines circonstances. Baisser le coût du travail, c'est tout simplement baisser les salaires... mais bien sûr ni le patronat, ni le gouvernement, ni les grands médias n'ont envie de le dire.

La formation du salaire socialisé

Notre force de travail créée de la richesse. La mesure de cette richesse : La valeur ajoutée (Le total des valeurs ajoutées = le PIB)			
Sa répartition :			
Salaire total = le salaire brut + la part « patronale » des cotisations (« les charges sociales » selon le patronat)		Profit La plus-value	
Les deux parties du salaire			
Salaire net	Salaire socialisé = les cotisations sociales		
	Part « salariale »	Part « patronale »	

Une dynamique anticapitaliste

Depuis 65 ans, le patronat veut remettre en cause le financement de la sécu par la cotisation sociale, cela pour deux raisons :

■ ce mode de financement ampute le profit et permet de répondre à des besoins sociaux sans accumulation financière préalable. Ce sont les cotisations sociales d'aujourd'hui, prélevées sur la richesse produite, qui financent les prestations sociales d'aujourd'hui.

■ le salaire socialisé repose sur une logique opposée à celle du capitalisme. La valeur de la force du travail sur laquelle se fonde le salaire obéit aux lois du marché capitaliste. Mais la redistribution du salaire

socialisé repose sur des critères qui préfigurent la logique socialiste « à chacun selon ses besoins », en rupture avec le dogme libéral qui prétend que le sort de chacun serait fonction de l'effort individuel...

La fusion entre l'impôt sur le revenu et la CSG, une autre menace

Sapin, le ministre du Travail, propose de fusionner le budget de la sécu et le budget de l'État. Cela aurait deux conséquences : fiscaliser l'ensemble du budget de la sécu et abolir le cloisonnement entre le budget de la sécu et le budget de l'État. La Sécurité sociale n'est pas indépendante de l'État, c'est lui qui décide depuis 1945 du montant des cotisations et des prestations. Sa tutelle s'est fortement renforcée au cours des années, et depuis 1996 une loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) est votée chaque année. Mais

son budget reste différent de celui de l'État.

Avec la fusion, la CSG ne serait plus un impôt affecté obligatoirement aux dépenses de Sécurité sociale. Les sommes collectées pourraient être affectées à toutes dépenses, aux dépenses militaires par exemple... Abolir l'autonomie financière de la sécu aurait aussi pour conséquence de la rendre totalement dépendante des politiques économiques des gouvernements. Ainsi, les prestations sociales deviendraient des variables d'ajustement des finances publiques. De plus, la fusion ne garantirait absolument pas une plus

grande justice fiscale, et pourrait aboutir au contraire à réduire le nombre de tranches fiscales, ce qui diminuerait la progressivité de l'impôt. Le Conseil d'analyse économique a proposé dans un rapport (1995) une fusion articulée autour de trois tranches, et des ultra-libéraux veulent instaurer un impôt proportionnel à taux unique.

Enfin, cette disposition pourrait induire une extension considérable du nombre de personnes soumises à l'impôt. Selon la direction générale des finances publiques, le nombre de foyers concernés serait supérieur à 9 millions.

Fiscaliser c'est casser la sécu

Le patronat et les gouvernements pourfendent l'impôt quand il s'agit de mettre à contribution les plus fortunés. Ils sont les premiers à vouloir imposer un nouvel impôt, quand il s'agit de taxer les salariéEs, les retraitéEs, les chômeurEs et d'exonérer le patronat de toute responsabilité dans le financement de la protection sociale...

L'évolution de la structure du financement depuis le début des années 1990 est le reflet du recul du rapport de forces et des évolutions politiques et syndicales depuis les années 1980-1990.

Comment est financée la sécu ?

Le financement de la sécu (régime général)	1980	2012*
Par la cotisation sociale	96,9%	58,4%
Par la CSG	0	20,4%
Par d'autres impôts et taxes	2%	13%
Par les transferts (principalement la compensation par l'État des exonérations de cotisations « patronales »)		6,3%

* Source : les chiffres clés de la sécu en 2012

Mise en place par la gauche

La contribution sociale généralisée (CSG) est le principal instrument de fiscalisation de la sécu. Elle a été créée par Michel Rocard en 1990 qui en même temps fondait le RML, et écrivait le *Livre blanc* sur les retraites, socle des contre-réformes mises en œuvre les décennies suivantes. Elle s'inscrit dans une contre-réforme globale et cohérente de la sécu, notamment le développement des prestations d'assistance dites de « solidarité nationale », le FSV (Fonds de solidarité vieillesse), la CMU, le RSA... financés

largement par l'impôt. Cela parallèlement au recul des remboursements maladie et des pensions de retraite financées par la cotisation sociale. La transformation de la cotisation « salariale » en CSG a été neutre pour les salariéEs car elle n'affectait pas le salaire net. Mais ce ne sera pas le cas des prochaines augmentations de la CSG. En effet, la part salariale de la cotisation maladie a été progressivement réduite au profit de la CSG, et n'est plus que de 0,75 % du salaire brut. Elle est donc presque asséchée. Et la branche famille est financée uniquement par des cotisations « patronales ». Le transfert du financement de la cotisation en CSG se fera donc au bénéfice des employeurs, puisqu'il concernera la cotisation « patronale ».

Les exonérations des cotisations « patronales », réductions et abattements d'assiette applicables à la sécu, sont un manque à gagner au total de quelques 52 milliards d'euros, dont 21 milliards pour les seuls « allègements de charges » sur les bas salaires ! Les seules exonérations se montent à 27,6 milliards d'euros, dont 90 % sont compensés par le budget de l'État, donc par nos impôts. C'est une autre modalité de sa fiscalisation.

Capital ou travail, un enjeu considérable

La nature du financement de la sécu est une question politique majeure, et non une question

de réponse pragmatique au financement de la protection sociale. C'est une bataille fondamentale entre le travail et le capital pour l'appropriation de la richesse produite.

	Recettes totales	Cotisations sociales
État	275 milliards (recettes fiscales)	
Sécurité sociale	441 milliards	245,7 milliards
Protection sociale	633,1 milliards	354 milliards

Les recettes de la Sécurité sociale représentent près d'1/5 du PIB. Celle de la protection sociale (sécu, Pôle emploi, retraites complémentaires, aides sociales des départements) représentent 1/3 du PIB. L'enjeu pour le patronat est à terme de ne plus acquitter les milliards d'euros de cotisations sociales, un budget plus important que celui de l'État. Ces sommes échappent largement aux circuits financiers et sont redistribuées directement à la population. Pour les capitalistes, c'est insupportable !

Fiscaliser aurait pour conséquence le retour à une couverture minimum pour les plus pauvres, payée par une fiscalité de plus en plus lourde, et pour celles et ceux qui auraient les moyens, le recours aux assurances privées et aux fonds de pensions. Fiscaliser, c'est saper les fondements de la sécu !



« La protection sociale, c'est environ 650 milliards la famille et la maladie. La famille, c'est 36 milliards. République a parlé d'abus de la protection sociale et le processus, c'est d'y croire et de le faire avec les... »

Le président du Medef s'est engouffré dans la brèche ouverte par le « pacte de responsabilité » proposé par Hollande dans ses vœux de nouvel an. « Moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités [des entreprises] et, en contrepartie, plus d'embauches et plus de dialogue social » avait-il affirmé, annonçant sa volonté de « réduire la dépense publique » et, concernant la Sécurité sociale, d'en « terminer avec les excès – nous les connaissons – et les abus »...

« Maintenant, il faut passer de la parole aux actes, exige Gattaz. Ce pacte, on peut le faire avec le gouvernement s'il engage de vraies réformes » et, en syndicaliste de lutte de classe (bourgeoise), il formule la plateforme revendicative chiffrée du Medef : réduction de 100 milliards d'euros de « dépense

Ce qu'ils ont déjà fait fait :

2013 a été marquée par des contre-réformes de tous les aspects de la protection sociale :

■ **Nouvelle réforme des retraites :** allongement de la durée de cotisation, gel des pensions, pas de mise à contribution du patronat.

■ **Santé.** Dans le cadre de l'accord ANI, extension de la place des complémentaires santé au détriment de la Sécurité sociale. 500 millions de nouvelles économies sur l'hôpital.

■ **Projet d'attribution des allocations familiales sous conditions de ressources** (projet qui n'a pas abouti).



Securite menée de tous les dangers

Commission santé sécu social du NPA

Manifestation nationale santé-sécu le 15 juin 2013 à Paris. PHOTO: THÈQUE ROUGE / MILO

...s d'euros de dépense par an. Il y a notamment deux postes qui pèsent sur le travail de manière absurde: ...s d'euros qu'il faut transférer (...) La maladie, c'est aussi un poste qui pourrait être revu. Le Président de la ...e. Il a voulu montrer qu'il n'y a pas de dogme. Là, j'ai applaudi, il faut y aller. L'important, c'est d'enclencher ...s partenaires sociaux.» Pierre Gattaz, président du Medef dans une interview au journal le Monde du 4 janvier 2014.

publique» répartie entre 50 milliards de réduction des cotisations sociales et 50 milliards de réduction d'impôts pour les entreprises, s'ajoutant bien sûr au 20 milliards déjà accordés par le gouvernement au titre du «pacte de compétitivité» ! Depuis la création de la Sécurité sociale en 1945, les patrons rêvent d'être libérés de cette contrainte «absurde» qui les oblige à renoncer à une partie de leurs profits pour financer des droits fondamentaux pour les salariés: continuer à toucher son salaire, même quand on est dans l'incapacité de travailler, accéder aux meilleurs soins, avoir les moyens d'élever ses enfants, pouvoir vivre décemment sa retraite. Au nom de la défense de l'emploi, le gouvernement s'apprête à donner satisfaction aux patrons. Mais qui peut aujourd'hui croire à la fable du Medef selon

laquelle les baisses de salaires et de cotisations sociales d'aujourd'hui permettront de créer les emplois (au rabais) de demain? Depuis 40 ans, les patrons font la même promesse. Mais si les profits ont bien augmenté, ils ont d'abord servi à accroître les dividendes des actionnaires, sans endiguer ni le chômage ni les plans de licenciements. L'appétit du Medef et du patronat s'aiguise au fil des reculs du gouvernement converti au dogme de la «baisse du coût du travail», et de l'absence de riposte des organisations syndicales enlisées dans le «dialogue social». À l'approche de nouvelles échéances, déterminantes, il est urgent pour le mouvement ouvrier de se ressaisir et de reprendre l'initiative. Le but de ce dossier est d'y contribuer.

Combattre la contre-réforme ou la négocier?

Pour un syndicalisme de classe élémentaire (sans même être révolutionnaire), les choses devraient être simples: la baisse des cotisations sociales est une baisse des salaires. Il ne faudrait donc pas plus négocier une baisse des cotisations qu'une baisse directe des salaires au nom d'un prétendu «sauvetage» de l'emploi. On en est aujourd'hui malheureusement loin.

Cela ne surprendra plus personne, la direction de la CFDT se situe d'emblée dans la perspective d'une acceptation de la réforme, à laquelle elle cherchera à obtenir quelques contreparties pour la rendre plus acceptable. Sortant de sa rencontre avec Ayrault en novembre, elle affirmait «qu'une partie des cotisations famille et maladie soient transférées vers la CSG, cela permettrait d'ouvrir des marges de manœuvre aux entreprises, notamment pour augmenter les salaires». Et après avoir affirmé aux Échos le 3 janvier dernier «nous ne sommes pas opposés à un débat sur le coût du travail», sa secrétaire générale adjointe, V. Descaq, ajoutait: «Je vous rappelle que la CFDT est prête à un transfert des cotisations familiales des entreprises sur la CSG, mais à condition que le pouvoir d'achat des salariés soit préservé.» Mais même parmi les organisations syndicales jusqu'alors attachées à la défense d'une Sécurité sociale financée par des cotisations sociales, des évolutions de plus en plus négatives se font jour.

Refuser le «dialogue social»
La direction de FO, qui jusqu'à présent affirmait fortement son attachement «au salaire différé», a déclaré à la sortie de Matignon être «prêt à regarder ce qui relève de la cotisation et ce qui doit relever de l'impôt» Solidaires n'a pas de position

officielle sur le sujet et doit en débattre à son prochain congrès, mais a néanmoins réagi aux déclarations gouvernementales en écrivant «que la question de l'impôt s'intègre dans celle des richesses (...) Cela passe notamment par le fait de rendre la CSG progressive comme l'impôt sur le revenu et non plus proportionnelle». Quand aux responsables de la CGT, s'ils déclarent que «remettre en cause le financement de la protection sociale par le salaire socialisé, c'est une nouvelle fois faire un cadeau au Medef», la CGT écrit «que des financements complémentaires de nature fiscale ne remettent pas forcément en cause ce financement fondé sur le travail et que la CSG est basée en majorité sur les revenus d'activité et doit rester intégralement affectée à la Sécurité sociale». Comme pour la FSU, pour ces deux dernières organisations, l'angle d'attaque n'est pas le refus des projets gouvernementaux, mais, partant du constat qu'«une réforme est nécessaire», de proposer «une autre réforme»... Comme ce fut le cas pour les retraites, ce positionnement ouvre au «dialogue social» voulu par le gouvernement pour paralyser toute riposte, avec à l'arrivée le résultat désastreux que chacun connaît. Dès maintenant, avec les organisations syndicales et toutes les forces opposées à ce recul social majeur, il faut préparer partout la mobilisation à la hauteur de l'enjeu.

Ce qu'ils nous préparent:

- **Réforme du financement de la sécurité sociale**
Février: point d'étape sur les propositions du Haut conseil sur le financement de la protection sociale.
Fin mai: remise des propositions définitives.
À partir de juin: période de «concertation» débouchant sur la présentation d'un projet de loi.
Automne: présentation du projet de loi.
- **Chômage**
Des négociations vont s'engager en début d'année avec pour objectif avoué du Medef la réduction des allocations chômage.
- **Aide à l'autonomie**
La concertation est engagée autour du projet de loi d'adaptation de la société au vieillissement. La première partie de la loi relative au maintien à domicile doit être votée avant fin 2014.

Pour plus d'infos, consultez le site **infosecusante** animé par la commission nationale (nouvelle adresse):

<http://sante-secu-social.npa2009.org>



PARIS Mineurs étrangers maltraités

Le 19 décembre dernier, six jeunes mineurs étrangers se sont vus, selon les mots choisis de l'association France terre d'asile, « proposer une sortie » du dispositif de mise à l'abri (DMA) que cette très institutionnelle association gère sous convention de la Ville de Paris, via l'ASE (Aide sociale à l'enfance).

Ce dispositif permet à 75 jeunes mineurs de dormir sous un toit. En termes plus parlants, ces six jeunes étaient donc, en guise de cadeau de Noël, tout bonnement jetés à la rue. Dès le lendemain, un rassemblement d'organisations solidaires et de jeunes devant le foyer où ils étaient hébergés débouchait, à la faveur d'une rencontre sur le perron avec Pierre Henry, directeur général de l'association, sur l'obtention d'un délai de grâce de 15 jours (au lieu de 2!) et la promesse d'une rencontre d'ici là avec l'ASE.

Les jeunes et les organisations solidaires n'ont heureusement pas attendu l'expiration du délai de 2 semaines pour relancer la mobilisation, et dès le 2 janvier au matin, près d'une centaine de personnes se sont retrouvées devant le foyer et se sont dirigées vers la mairie du 20^e arrondissement dont les grilles ont été aussitôt fermées. Fortement mobilisés, des représentants des jeunes ont pris la parole.

Pression, répression, mobilisation

On connaît déjà la manière dont l'ensemble des mineurs étrangers isolés peuvent être privés en France de la protection qui leur est due, au gré de « tests osseux » dont à peu près tout le monde s'accorde à reconnaître le danger (exposition aux radiations) et l'absence de fiabilité. Les jeunes ont donné des détails sur l'insalubrité propre à ce foyer (punaises, plus d'eau chaude depuis 15 jours...), et l'absence d'encadrement (seulement 2 éducateurs) et ont insisté sur les obstacles opposés à une scolarité normale : situation anormale, absence de cours de langue, pas de tickets de transport, etc. En dépit de la mauvaise volonté patente des services municipaux, de la répression policière qui s'abat sur les jeunes dès qu'ils ont l'audace de se mobiliser seuls (comme le 23 décembre, où rassemblés devant l'ASE, ils ont été brutalement dispersés), des mesures de rétorsion allant jusqu'au licenciement illégal de membres du personnel qui se rebiffent, la mobilisation se poursuit. Un rendez-vous à la mairie du 20^e a été arraché, un communiqué unitaire réitère la demande de solutions de logement réel pour les six jeunes et de rencontre rapide entre l'association, les jeunes du foyer et les soutiens. La pression doit continuer.

François Brun

Jeudi 12 décembre, le gouvernement annonçait le report des décisions concernant le statut des enseignants du second degré. Alors qu'il ambitionnait d'intégrer les mesures du projet Peillon dès la rentrée 2014, il s'agit d'un incontestable recul du gouvernement.

À l'origine de ce revirement, la mobilisation des professeurs de prépas, présentés comme des privilégiés, menacés notamment par des pertes de salaires (jusqu'à 20%). Organisés (AG incluant les syndicats), dotés d'une revendication claire, à savoir le retrait du projet Peillon, avec le soutien de leurs étudiants et collègues du secondaire, ils ont pu déjouer les tentatives de division orchestrées par le gouvernement, et déboucher sur la grève massive du 9 décembre.

Outre ce volet, ce projet constitue fondamentalement une charge contre le statut des enseignants du secondaire. En lieu et place de la définition hebdomadaire en heures de cours, régie par les décrets de 50, le projet du gouvernement pavait la voie à l'annualisation, à la multiplication des « missions » et à un début de mise sous tutelle par les pouvoirs locaux. Face un texte qui cible le cadre national de l'enseignement, qui rend possible toutes sortes d'attaques, les AG se sont multipliées dans les collèges-lycées, aboutissant à plusieurs dizaines de prises de position pour le retrait pur et simple du projet Peillon.

Pour le retrait définitif du projet Peillon

Inévitablement, cette activité s'est répercutée dans les syndicats, qui ont tous participé aux « concertations ». Dans le Snes-FSU, principal syndicat, à l'opposé de la direction nationale qui a adopté une ligne extrêmement conciliante vis-à-vis du gouvernement en valorisant de prétendues « avancées », plusieurs



structures départementales ou académiques ont suivi une orientation plus critique en lien avec le rejet qui remontait des établissements. Cela a conduit à un vif débat dans le Snes. C'est dans ce contexte que le gouvernement a été contraint de reculer. Mais il ne renonce pas, Peillon annonçant un nouveau round de « concertations » dès janvier. Une chose est sûre, c'est la mobilisation pour le retrait pur et simple du projet Peillon qui a mis le gouvernement en difficulté. Participer aux nouvelles « négociations », loin de « peser » sur le « futur décret » ne peut que favoriser les desseins du gouvernement. C'est pourquoi le combat pour l'arrêt des « concertations » syndicats-gouvernement sur le projet Peillon et son retrait définitif doit se poursuivre.

Au-delà, c'est toute la politique scolaire du gouvernement qui est en cause. Pour expliquer ce report qui marque une étape importante, le député PS Yves Durand précise : « On ne peut pas avoir trop de fronts ouverts en même temps. Réussissons la réforme de la formation des maîtres et celle des rythmes, et ne nous dispersons pas ».

Alors que de nouvelles attaques arrivent (programmes, ZEP), le combat uni pour le retrait du projet Peillon sur le statut et l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires doit être mené. Il est à même d'infliger une défaite décisive au gouvernement, portant ainsi un coup à la loi Peillon. Ce qui mettrait un coup d'arrêt aux contres-réformes, à la dégradation de la situation et ouvrirait la voie à la satisfaction des multiples revendications enseignantes (postes, effectifs, salaires...). Tout cela est inséparable de l'activité à mener pour la rupture immédiate du « dialogue social » avec le gouvernement.

Eric Aba

TRAVAIL Quand le gouvernement bricole avec le repos dominical

Encore un cadeau pour les patrons... Le 31 décembre (!) est paru un décret autorisant, au plus tard jusqu'au 1^{er} juillet 2015, les magasins de bricolage à ouvrir le dimanche.

Ce décret scélérat est le premier avatar du rapport Bailly sur le travail dominical remis au Premier ministre le 2 décembre dernier. Les ministres du Commerce et du Travail assurent eux le service après-vente en mettant en avant les « engagements » obtenus de la part de la fédération des magasins de bricolage sur le nombre de magasins concernés, ainsi qu'en matière de volontariat des salariés et de contreparties salariales... Franchement, qui peut croire que ce décret transitoire n'aura pas force de loi d'ici cette date ? Plus encore, alors que son champ d'application est national,

pourquoi des magasins qui n'étaient pas déjà ouverts le dimanche ou seulement le matin s'interdiraient désormais de le faire ? Enfin, le doublement du salaire ce jour-là, promis par les employeurs, s'appliquera-t-il bien à l'ensemble des salariés en dehors de ceux des mastodontes du secteur ?

Pour une riposte unitaire

La CGT, majoritaire dans la branche, FO et Solidaires ne décollèrent pas contre cette mesure qui constitue, en outre, un blanc-seing donné aux enseignes du commerce qui voudraient, à leur tour, passer outre le repos dominical.

Sans surprise, la CFDT privilégie, elle, la négociation qui s'ouvre le 9 janvier au sujet des compensations à ce dernier. La partie n'est cependant pas finie : CGT et Solidaires développent leur campagne interprofessionnelle contre l'extension des horaires d'ouverture. FO et d'autres organisations comptent aller en justice contre le dit décret qui bafoue la convention 106 de l'OIT sur le repos hebdomadaire ratifiée par la France. Il est vraiment temps que s'engage une campagne unitaire pour mettre en échec cette régression sociale car, après le dimanche, ce sera nos nuits et nos jours fériés !

LD

SIDA Act Up Paris en danger de mort

L'argent est une arme. Cette année, Act Up Paris soufflera ses 25 bougies d'existence : ce souffle pourrait bien être son dernier. Oui, Act Up Paris risque la mort et a besoin de soutien financier. Les 9 salariés de la structure ont voté leur mise au chômage technique en janvier pour tenter de sauver financièrement l'association.

La situation d'Act Up Paris s'inscrit plus largement dans une crise générale du secteur associatif (voir à ce propos l'enquête publiée par Bastamag en novembre 2013¹), de la place qui y est attribuée à la lutte contre le sida (LCS) en particulier et du droit à l'accès à la santé pour toutes.

En effet, au-delà d'Act Up Paris, c'est l'ensemble des structures associatives LCS qui sont aujourd'hui touchées (sans parler de la précarisation toujours accrue des malades et du démantèlement du service public de santé) : même AIDES, plus grosse association LCS en France, a annoncé

SANTÉ Les sages-femmes ne désarment pas !

Depuis le 16 octobre 2013, les sages-femmes sont en grève, avec des taux élevés dans de nombreux établissements publics (cf. *L'Anticapitaliste* n°216).



leur qualification et responsabilité médicale, ainsi qu'une revalorisation salariale.

Comme pour tous les soignants, le malaise des sages-femmes va grandissant, d'autant plus qu'elles connaissent depuis peu le chômage ! L'amélioration de leurs conditions de travail exige de revoir à la hausse les effectifs déterminés selon le nombre d'accouchements annuels. Elles veulent assurer sécurité et humanité pour les bébés, leurs mères et leurs pères.

Le mouvement continue

La majorité des sages-femmes ont précisé dans un courrier à Marisol Touraine, la ministre de la Santé, leurs revendications : « *Comme tout fonctionnaire, je demande le respect de mon temps de travail annuel et que les heures réalisées en plus soient restituées ou payées. Rester dans la*

catégorie active qui nous permet de faire valoir nos droits à la retraite à partir de 57 ans et non à 65 ou 67 ans et ainsi reconnaître notre pénibilité, liée notamment au travail en 12h et à l'alternance nuit/jour. Avoir une pension de retraite calculée sur les 6 derniers mois dont le niveau est garanti et non pas sur les 25 dernières années. Pouvoir bénéficier de 12 jours de congés enfant malade au lieu de 3 et continuer à percevoir le supplément familial. Pour finir, notre code de déontologie et le code de la santé publique sont les garants de notre autonomie quel que soit notre statut. Nous faisons partie des professions médicales, nous sommes collaboratrices des médecins, sans lien de subordination. Pour toutes ces raisons, Madame la Ministre, je revendique un statut médical au sein de la fonction publique hospitalière, la profession attend depuis 2001 cette reconnaissance. »

Après deux mois de grève, le gouvernement joue le pourrissement et annonce prendre une décision en mars. Le droit de grève est détourné par les assignations : difficile donc d'établir un rapport de forces dans ces conditions. S'estimant épuisées, les sages-femmes ont déposé des arrêts maladie pour faire plier le gouvernement. Une manifestation nationale s'impose dès ce mois. **Correspondant**

Un « collectif des sages-femmes » revendique la sortie de la fonction publique hospitalière pour un statut de praticien hospitalier sage-femme. Cette revendication catégorielle plus spécifique à celles qui exercent en libéral n'est fort

heureusement pas partagée par l'ensemble de la profession. Les organisations syndicales majoritaires dans les hôpitaux sont pour le maintien dans la fonction publique hospitalière, avec la création d'une filière maïeutique (l'accouchement) reconnaissant

PSYCHIATRIE DE CAEN (14) L'austérité, c'est toujours non !

Le directeur de l'établissement public de santé mentale de Caen (EPSM) et de l'Agence régionale de santé (ARS) s'entêtent. Ils n'avaient pu imposer en juin leur plan d'austérité budgétaire : fermeture ou restructurations de services, suppression de jours de RTT et de la demi-heure de temps de repas, déqualification de postes...

À l'époque, personnel hospitalier, médecins, et encadrement s'étaient mobilisés. Les admissions avaient été bloquées, et la colère s'était exprimée avec vigueur, obligeant la direction à retirer son projet (cf. article dans *Tout est à nous !* n°202).

À quelques jours de la fin de l'année, la direction et l'ARS ont voulu « repasser le plat », en présentant le même plan devant les instances de l'établissement. Mais à cet acharnement s'est opposée la même détermination des salariéEs : nouvelle mobilisation massive, nouveau blocage des admissions. Le directeur n'a alors pas hésité à faire appel à la force : le jeudi 19 décembre, la police est intervenue avec brutalité pour déloger les grévistes.

PrêtEs pour la bagarre !

Mal lui en a pris : le directeur s'est une nouvelle fois trouvé totalement isolé, avec contre lui médecins et personnel. Le plan n'a donc pu être adopté avant la fin de l'année... Tout est donc à recommencer pour la direction. Après ce nouveau succès, le personnel, avec les syndicats CGT et SUD, a suspendu son action. Mais ayant une nouvelle fois pris conscience de sa force, il attend de pied ferme toute nouvelle tentative en 2014.

Après l'hôpital Tenon à Paris, le gouvernement semble de plus en plus adepte des interventions policières musclées dans les établissements hospitaliers pour imposer sa politique d'austérité dans la santé. La nouvelle victoire que viennent de remporter les hospitaliers de Caen montre la voie, vers la nécessaire coordination des luttes pour mettre en échec la casse de l'hôpital public. **Correspondant**

SAINT-DENIS (93) Le logement, première bataille de l'année

L'intervention de la police dans la basilique le dimanche 15 décembre contre les expulsés qui s'y étaient réfugiés (cf. *L'Anticapitaliste* n° 222), intervention contre l'avis des prêtres, contre l'avis du maire, a provoqué une onde de protestations qui a obligé la préfecture et le ministère du Logement à bouger.

D'abord, le fait notable, c'est le changement de positionnement de la mairie vis-à-vis de la lutte. Alors qu'en juin elle était à l'initiative de l'expulsion des habitants des immeubles squattés, conjointement avec la préfecture, et se refusait à tout geste de solidarité, la ténacité des habitants qui sont restés pendant tout ce temps sur la place du Caquet à proximité de l'hôtel de ville, la dureté de la météo et la proximité de l'échéance électorale l'ont amenée à modifier son point de vue. Le maire est venu pendant l'intervention policière et a forcé le barrage de police pour se mettre au côté des habitants dans la basilique. Avec lui,

d'autres forces se sont solidarisées. Le PCF, le PG, EÉLV, LO, qu'on n'avait pas vus pendant ces 6 mois, se sont enfin déclarés solidaires. La section du PS et le député socialiste de la circonscription Mathieu Hanotin se sont aussi exprimés publiquement en soutien.

Pour un hébergement durable et digne

Le ministère du Logement a dû accepter de recevoir une délégation des habitants et des soutiens, conduite par le maire. Mais cette rencontre a été un jeu de dupes. Le soir même, la préfecture proposait 20 places dans 4 hôtels sociaux du département. Les habitants ont pris ces places une nuit et les ont refusées ensuite. En effet,

il ne s'agissait que de foyers-dortoirs de 4 à 7 places, avec des horaires stricts et infantilisans, avec impossibilité de laisser des affaires, où la sécurité, l'hygiène et la promiscuité des lieux sont incompatibles avec la vie de travailleurs du bâtiment ou de la restauration.

En un mot, le dispositif mis en place par le gouvernement, le 115 comme l'hébergement d'urgence, est en faillite. Cela témoigne du peu de cas fait par le pouvoir, des exclus, des mal-logés, des sans-papiers. Misère et cynisme d'une politique qui n'a rien à voir avec la solidarité ! Où en sommes-nous en ce début d'année ? La ville et l'église catholique ont hébergé pendant les deux semaines des fêtes les habitants expulsés dans une salle de la paroisse puis à l'hôtel. Si le ministère se refuse de prendre le relais de la ville, la négociation avec la préfecture a repris, la revendication d'un hébergement durable et digne reste entière. Ce sera à Saint-Denis la première bataille de l'année 2014. **JMB**

un plan social en décembre 2013 (65 suppressions de postes).

Pourquoi cette crise ?

Plutôt que de réduire mécaniquement et de manière caricaturale (et trop visible) le volume des subventions, les pouvoirs publics les répartissent différemment et mettent en place des conditions d'attribution toujours plus élevées, imposant un fléchage sur des actions de « care » ou « bling-bling » dont les conséquences positives dans la réalité sont loin d'être prouvées mais qui permettent de faire des campagnes « bankable » en terme de communication. Dans la même logique, les conventionnements pluri-annuels disparaissent au profit de dotations annuelles rendant impossible de construire des projets sur le moyen terme et mettant les associations dans la précarité permanente au niveau de leur comptabilité, à moins de fonctionner comme des prestataires de services ponctuels. Plus qu'une destruction frontale, c'est

une fragilisation et un remodelage du secteur associatif LCS que le gouvernement met en place pour en faire un instrument au service de sa politique. Les conséquences de celle-ci sont graves pour les malades et les futurs malades (qui ne manqueront pas à l'appel si les choses continuent ainsi) et ne sont pas le fait ni du hasard ni de « la crise » (pour la guerre en Centrafrique, il n'y a plus de « crise » qui tienne, tout d'un coup, il y a de l'argent !) : c'est un choix politique.

Le sida, une maladie politique

Transmissible, mortelle et incurable, le sida n'est pas une maladie comme les autres et c'est ce que porte Act Up depuis sa naissance. Estampillée « maladie des indésirables » ou « maladie honteuse », ne pas se donner les moyens de lutter contre la pandémie revient à en faire un mode de gestion de ces « indésirables » : pédés, toxicos, taulardEs, putes, transES, immigréEs, etc.

Le racisme, le colonialisme, l'homophobie, le sexisme, la transphobie, la putophobie, le légalisme sont des causes directes du développement tant du stigmatisme que de la pandémie. Et la politique du gouvernement renforce, justifie et structure, plutôt qu'elle ne combat, ces phénomènes politiques. C'est pour cela qu'en plus de revendiquer l'accès aux traitements pour touTEs et un service public de qualité, Act Up Paris s'est toujours mobilisée contre les politiques discriminatoires et pour l'égalité des droits. C'est pour cela qu'Act Up Paris est en danger. La guerre contre le sida doit continuer, Act Up doit vivre : soutenez-la !

Nour Schaabieh

1 - On y apprend qu'après les 11000 suppressions de postes (entre 2010 et 2012), « compte tenu des 14 milliards d'économie annoncée par le gouvernement [en 2014], le monde associatif subira un plan social invisible de 30 000 à 40 000 emplois ». Sur 1,8 million d'emplois, 40 000 vont être supprimés. <http://www.bastamag.net/40-000-suppressions-d-emplois-en>

UN TIERS DE SUBVENTIONS EN MOINS POUR ACT-UP

CETTE ANNÉE ON FAIT JUSTE CAMPAGNE POUR LA BI-THERAPIE...



Les Nôtres**Carlos, notre camarade de lutte, notre pote**

Carlos Abrantes est décédé brutalement d'une crise cardiaque mercredi 1^{er} janvier à l'âge de 46 ans. Quel choc, quelle énorme tristesse!

Carlos était un collègue de boulot chez Ford Blanquefort. Militant CGT et NPA, c'était un camarade de lutte, un combattant de son camp social. C'était un des piliers de notre équipe syndicale, un des principaux animateurs de la mobilisation pour la sauvegarde de l'usine et des emplois. De 2007 à 2012, nous avons organisé avec lui les très nombreuses actions, manifestations, grèves, blocages d'usine, envahissements du stand Ford au Mondial de l'auto...

Carlos s'est battu et n'a jamais rien lâché, même si comme la plupart d'entre nous, il a eu des hauts et des bas, des moments difficiles, des coups de fatigue. Mais avec lui, avec les camarades, ensemble, nous avons lutté d'une manière déterminée. Il était de ceux qui donnait la pêche, qui donnait envie de résister, de relever la tête, qui croyait au collectif, à la dignité ouvrière, à la solidarité des salariés et des petites gens. Combien de voyages a-t-on fait ensemble pour porter la parole de notre combat et soutenir la lutte des Conti, Goodyear, General Motors, Molex, Licenci'elles et bien d'autres encore?

Bouleversés par sa disparition, nous essayons de rendre comme nous le pouvons l'hommage qu'il mérite, celui qu'on doit rendre à celles et ceux qui résistent à l'exploitation et à l'injustice, qui militent pour la dignité ouvrière.

Carlos avait quitté l'usine Ford il y a un an. Ras-le-bol de l'usine et des tensions avec le patron. Il nous manquait depuis son départ, et il nous manque évidemment encore plus maintenant. Carlos était un pote, un camarade, un chouette bonhomme. Quelqu'un du camp « d'en bas », comme il y en a beaucoup, et qui mérite d'être connu et reconnu. Nous continuerons la lutte pour nos emplois, avec quelque part dans nos têtes son souvenir.

Éric, Vincent, Philippe...

Daniel Macias dit Poi

Petit-fils de réfugié espagnol, Daniel était né à Montreuil en février 54. Puis sa famille s'est installée à Fumel. Après l'apprentissage, il a travaillé sans discontinuer à

l'usine métallurgique de Fumel comme tourneur ajusteur. Exclu de la CFDT, il a rejoint la CGT et la LCR au sein de la cellule d'entreprise.

Daniel parlait peu mais agissait, organisait. Il a assumé de nombreuses responsabilités dans le syndicat tout en distribuant la feuille de la LCR. Pendant plus de 30 ans, il a participé à toutes les luttes, les grèves et les piquets, sans jamais réduire son engagement de classe. Il était un ami, un camarade, et chaque rencontre, même fortuite, était fraternelle et joyeuse. Daniel aimait la musique, le rock et le son cubain. Il apportait sa sono pour animer les luttes, les fêtes ouvrières, les camps de jeunes de la IV.

Libéré du travail grâce à la pré-retraite amiante, il a pu réaliser des grands voyages. Cuba, où il s'était rendu une première fois avec une délégation de métallos oppositionnels de la CGT, fut sa destination préférée. Le Che, le peuple cubain et sa bonne humeur ont fortifié sa conscience révolutionnaire durant ces dix dernières années. En décembre, il nous a quitté à 59 ans, apaisé, très proche de ses deux fils David et Julien, heureux auprès de sa compagne Évelyne et de ses enfants. Nous partageons leur peine et restons à leur côté. Le NPA 47, Philippe Poutou et plusieurs centaines d'ouvriers, lui ont rendu hommage lors d'une cérémonie émouvante.

Le NPA 47

Campagne financière**2014, phase 2**

Cette année 2013 aurait pu se terminer mieux pour le NPA qui n'a pas trouvé son million d'euros au pied du sapin. Néanmoins, la première phase de notre campagne financière nous laisse espérer que, malgré les difficultés, nous pourrions encore largement progresser pour nous rapprocher du but. Nous n'étions jamais parvenus depuis la création du NPA à réunir une telle somme : près de 350 000 euros en 4 mois de campagne et en pleine crise économique.

Avec nos vœux les meilleurs, nous adressons nos félicitations et remerciements à tous les donateurs, amiEs, collègues, familles, proches, et aussi tous nos encouragements pour la suite. Avec 2014 commence une nouvelle étape de notre campagne financière. Ce n'était qu'un début, nous continuons... la campagne. Nous sommes certes obligés de tenir

compte du rythme des années fiscales, mais la réalité de nos combats, de nos idées ne connaît pas d'exercice fiscal, les vœux de François Hollande nous le rappellent.

Elu à gauche, le plus impopulaire des présidents n'en a pas assez fait pour le patronat et leur annonce encore de nouveaux cadeaux. Le message est clair : il va falloir se serrer la ceinture. Pacte de compétitivité, pacte de responsabilité... Hollande est le Faust du patronat ! Il leur donne tout et renie toutes ses promesses, même les plus modestes : loi contre les licenciements boursiers, lutte contre la finance, droit de vote des immigrés, PMA, la liste est longue...

Cette offensive du gouvernement des patrons et des riches appelle une contre-offensive du monde du travail, des résistances à gauche. Le début de ce quinquennat a trop laissé de place aux réactionnaires de tout bord, la droite et l'extrême droite se frottant les mains.

C'est pas fini, ça ne fait que commencer !

Nous savions que la politique de Hollande-Ayrault se situerait en droite ligne de celle de Sarkozy et qu'il serait indispensable de construire une opposition contre ce gouvernement pour organiser les mobilisations, préparer l'affrontement. Tel est l'objectif du NPA

depuis la victoire du PS en mai 2012 : unifier nos forces pour s'opposer à ce gouvernement au service des riches et des patrons.

En 2014, nous le combattons dans la rue avec les enseignants parisiens le 18 janvier, à Notre-Dame-des-Landes le 22 février, contre les interventions impérialistes en Afrique, contre la destruction de notre système de santé et pour nos salaires. Les vœux de Hollande sont une déclaration de guerre aux salariéEs, nous nous devons d'organiser la riposte.

Il y aura les luttes, la rue, mais nous ne devons pas laisser le micro à cette gauche de droite ainsi qu'à la droite et à l'extrême droite, lors des différentes élections en 2014. Laisser le débat électoral aux libéraux et aux nationalistes en face à face ne répondrait pas aux enjeux. La présence des anticapitalistes est indispensable pour y défendre une autre Europe et des réponses internationalistes à opposer au repli sur soi.

Ne comptons que sur nous-mêmes pour réaliser nos propres vœux, et commençons notre propre campagne en sollicitant autour de nous, pour faire aussi entendre notre voix sur le terrain électoral. La campagne financière continue, elle s'inscrit dans notre campagne politique contre l'austérité, pour une Europe des travailleurs et des peuples.

Pour plus d'informations, pour nous aider :
<http://npa2009.org/souscription>

Le n°50 de l'Anticapitaliste la revue est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Chroniques municipales**« Rouen à gauche vraiment » : une liste anticapitaliste soutenue par le NPA**

Aux municipales de 2008, la LCR a soutenu une liste « Rouen 100 % à gauche » qui avait obtenu plus de 4 % des voix. Le PS avait conquis la tête de la ville dès le premier tour grâce à une liste commune avec le PCF et les Verts...

Afin d'assurer la présence d'une liste anticapitaliste en opposition à gauche à la politique de la mairie PS, le NPA a engagé une démarche unitaire. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec le Parti de gauche et les différentes composantes d'Ensemble. De réelles convergences thématiques ont pu être trouvées. La situation pouvait déboucher sur une liste unitaire avec ces formations politiques, mais le PCF, actuellement dans la majorité municipale avec le PS, a finalement décidé, après un vote très majoritaire des militantEs, de partir avec une liste indépendante au premier tour, tout comme EÉLV. Il se place pourtant déjà dans la perspective de reconstituer la majorité actuelle, puisque le PCF annonce

d'ores et déjà qu'il votera le budget 2014. Le PG et Ensemble semblent vouloir suivre le PCF, malgré leurs désaccords : vote des budgets, gratuité totale des transports, accord politique au second tour, gestion de la dette... La place qui leur est laissée sur la liste semble réduite à celle de faire-valoir. Vont-ils permettre au PCF de diriger à nouveau la ville avec le PS et ses budgets d'austérité ? Nous souhaitons que non et laissons notre campagne ouverte aux militantEs que cette perspective n'enchantent pas.

Une campagne « à gauche vraiment » à l'échelle de l'agglomération

La liste anticapitaliste « Rouen à gauche vraiment » n'est pas seule

dans l'agglomération. Le NPA est présent au sein des listes unitaires de Canteleu et Sotteville-lès-Rouen (avec le PG et Ensemble) et construit une liste à Saint-Étienne-du-Rouvray. Les points centraux de notre campagne concernent la ville et l'agglomération. Nous défendons l'exigence d'un audit citoyen et le refus des dettes illégitimes. L'agglomération est marquée par la pollution et les embouteillages : nous disons oui à la gratuité des transports, au développement des réseaux ferrés. D'autres services publics doivent aussi revenir en gestion directe (chauffage collectif, éclairage public...). Nous refusons les expulsions et exigeons l'application de la loi de réquisition, la construction de logements d'urgence, sociaux et étudiants.

Dans le domaine de l'éducation, nous refusons la réforme Peillon des rythmes scolaires et les subventions aux écoles privées. Nous défendons les droits des femmes, la création de places de crèches municipales, des moyens pour lutter contre les violences. Nous disons non aux atteintes aux libertés individuelles que sont les espaces vidéo-surveillés. Au sein de la mairie nous voulons la titularisation des précaires, des embauches en fonction des besoins sociaux, une réelle égalité salariale homme-femme. Pour la transition énergétique et la réduction des gaz à effet de serre, nous refusons les grands projets socialement et écologiquement inutiles : ligne LGV Paris-Normandie, contournement Est, projets d'Auchan à la Ferme des Bouillons... Nous disons oui à l'égalité des droits, contre toutes les discriminations, pour le droit de vote et l'éligibilité pour toutes et tous, français ou immigrés.

Ensemble, dans les luttes et les élections municipales, notre campagne sera ouverte à l'unité avec toutes les composantes et les citoyenNES souhaitant construire une réelle opposition de gauche au PS et de ses alliés.

Correspondants

Musique

Voilà 20 ans que Frank Zappa refuse de mourir!

Compositeur génial, parolier corrosif, guitariste virtuose et chef d'orchestre délirant, Frank Zappa a consacré sa vie à la musique. Souvent à contre-courant de ce qu'attendent le public ou la critique, il offre un univers musical complexe, aux influences diverses que lui seul semble pouvoir déconstruire pour mieux en nourrir ses compositions.

Aux esprits chagrins qui jugent sa démarche trop avant-gardiste, il oppose une conception libertaire et insolente de son art refusant normes artistiques et modes commerciales. L'écouter, c'est admettre que le jazz n'est pas réservé à une élite, que Ravel soit joué en reggae et Stravinski en une suite free-jazz. Zappa décline toutes les facettes du rock, du blues, du jazz, de la musique contemporaine en une polyrythmie sans limites mise en scène sous des formes les plus diverses. D'abord, avec les *Mothers Of Invention*, un groupe de musiciens déjantés capables de transformer la musique populaire américaine en un vaste collage parodique. Au gré des moyens dont il dispose et des procès qui l'opposent aux maisons de disque concernant la diffusion de sa musique, il reste maître de son parcours de création. Qu'il dirige un groupe de rock (de 66 à 88) ou un big band, *The Grand Wazoo* (1972), qu'il



DR

enregistre avec le *London Symphony Orchestra* (1983) ou bien *The Perfect Stranger* (1984) avec Pierre Boulez, il devient une référence majeure de la musique moderne. Des personnalités prestigieuses venues du rock ou du jazz jouent avec lui. Son ami d'enfance, Captain Beefheart sera l'une d'elles, et parmi tant d'autres le violoniste Jean-Luc Ponty, le pianiste George Duke disparu récemment, les batteurs Chester Thompson,

Terry Bozzio, le trompettiste Glenn Ferris ou les guitaristes Adrian Belew ou Steve Vai...

L'empêcheur de tourner en rond

Pour le public français, il est avant tout un as de la guitare curieusement moustachu. Entre 1968 et 1988, plus de 50 concerts tous mémorables ont lieu en France. Au même titre que ses albums, les prestations scéniques de son orchestre sont toujours

de grands moments où l'humour le dispute au talent des musiciens.

Sans engagement politique précis, Zappa est pourtant un empêcheur de tourner en rond pour les adeptes de la morale blanche et bien-pensante américaine. La présidence de Reagan le conduit à radicaliser ses critiques à l'égard du pouvoir, de l'armée et des prédicateurs. Il mène campagne auprès des jeunes américains pour qu'ils s'inscrivent sur les listes électorales. En 1990, Vaclav Havel l'invite pour le nommer ambassadeur itinérant de Tchécoslovaquie. Havel comme de nombreux jeunes opposants au stalinisme écoutait clandestinement les disques de Zappa dans les années 70. C'est l'époque où *Plastic People*, un groupe de rock tchèque dissident lui emprunte le titre d'une de ses chansons. En 91, il envisage sa candidature à l'élection présidentielle, mais la maladie est déjà là et il doit finir sa dernière composition *The Yellow Shark*. L'ensemble

Discographie sélective

Pour l'heure, le très officiel *Zappa Family Trust* met à notre disposition presque une centaine d'albums (97 exactement!) de Zappa, tous réédités par Universal ou disponibles en ligne sur le site Zappa.com. De cet Eldorado, on peut extraire sans se tromper et en toute subjectivité des albums comme *Freak Out* (66), *Hot Rats* (69), *Overnite Sensation* (73), *Zoot Allures* (76), *Sheik Yerbouti* (79), *Joe's Garage Acts 1, 2 & 3* (79-80), *You Are What You is* (81), *Baby Snakes* (82), *Them or Us* (84), *Broadway The Hard Way* (89), *The Best Band You've Ever Heard* (91) ou *Civilization Phase III* (93).

Modern de Francfort la joue en février 92 en présence du compositeur épuisé. Il meurt le 4 décembre 1993, chez lui à Los Angeles. Il n'a que 52 ans. Lui qui affichait sur scène les mots d'Edgard Varèse : « *les compositeurs d'aujourd'hui refusent de mourir* », a fini par ranger sa guitare de rock star et sa baguette de chef d'orchestre, vaincu par la maladie. Une foutue saloperie de cancer qui nous a privés bien trop tôt d'un des plus extraordinaires musiciens du XX^e siècle. **François Demorlès**

Littérature: Gains, Richard Powers, 10/18, 2013, 9,90 euros.



Richard Powers est le spécialiste du « gros » roman américain à fond historique. Après notamment *Le temps où nous chantions* où il montrait

la ségrégation vue à travers l'histoire d'une famille de musiciens noirs, il nous entraîne cette fois dans une vie et mort du libéralisme, son euphorie ses limites et ses contradictions, à travers l'histoire d'une famille de savonniers lessiviers, ancêtres de Procter et Gamble. De 1807 à nos jours, les Clare découvrent une à une les ficelles du « jeu », les utilisent et les usent, exploitent, licencient, polluent et changent de méthode pour une nouvelle rentabilité. Romancé, mais très documenté et très didactique, cet ouvrage ne nécessitait pas forcément ses 600 pages pour convaincre. On peut espérer que les innombrables lecteurs de ce best-seller, comme ceux des précédents livres de Powers, en retireront plus que l'histoire de la famille Clare, sorte de *Buddenbrook* américains, et essaieront de comprendre pourquoi cela finit toujours mal... **Catherine Segala**

Polar: Les visages écrasés, Marin Ledun, Points Seuil, 2012, 7,60 euros.



Au travers de l'itinéraire d'une psychologue qui disjoncte peu à peu, faute d'être en mesure d'aider les salariés désemparés qu'elle est censée

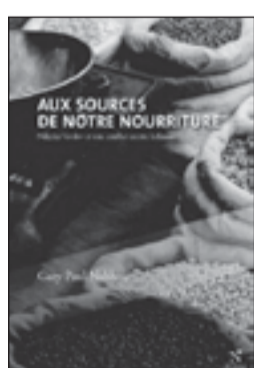
assister, Marin Ledun dissèque les méthodes de management d'une entreprise qui évoque beaucoup France Telecom. Pressions incessantes, humiliations, mutations, caméras de surveillance, les plus fragiles craquent et ça se termine par des suicides que la direction cherche à camoufler en « drames personnels ». Le roman commence par un meurtre et remonte le fil du temps pour expliquer un acte qui semble incompréhensible. Il est entrecoupé de rapports médicaux qui mettent en lumière le processus psychologique qui conduit un travailleur à mettre fin à ses jours. Les relations entre grands directeurs, cadres, syndicalistes et employés du rang sont assez bien vues. Un roman vraiment très noir que lire pour comprendre que les femmes et les hommes qu'ils traitent comme des variables d'ajustement sont des êtres humains. **Gérard Delteil**

Histoire

Aux sources de notre nourriture: Nikolai Vavilov et la découverte de la biodiversité, Gary Paul Nabhan

Éditions Nevicata, 2010, 23,95 euros.

Grâce au livre de Gary Paul Nabhan, nous avons enfin un livre sur les travaux importants et pionniers de Nikolai Vavilov considéré comme le père de la biodiversité. L'auteur, un ethno-botaniste américain, nous retrace la vie et les études de Vavilov (1887-1943) et les met en perspective avec les recherches actuelles. Vavilov fut un des premiers, sinon le premier, à s'intéresser à la génétique des plantes cultivées et à entreprendre de les recenser, de les cataloguer partout dans le monde. Agronome de formation, il entreprit dès les années 1910 des voyages dans toute la planète, amassant un nombre considérable de graines pour éviter la disparition des espèces. Il travaillait avec les semenciers industriels,



tout en observant et notant les techniques traditionnelles de sélection des paysans. Le but était de cultiver ces plantes pour nourrir la planète. Créateur de « l'Institut de botanique appliquée et des nouvelles cultures » en 1921 à Petrograd, il est soutenu par Lénine qui voit la portée de ses travaux pour lutter contre les famines. Il devient une personnalité scientifique internationale qui ouvre la voie à de nombreuses recherches.

Mais, avec la période stalinienne, son intransigeance scientifique va le mener à sa perte. Il se fait deux ennemis de poids : Staline qui trouve que ses recherches sont trop longues et le pseudo-scientifique Lyssenko qui ne voit dans la génétique qu'une « pseudo-science bourgeoise » et qui est très jaloux de la notoriété scientifique de Vavilov. Sommé par Staline de se soumettre aux ordres de Lyssenko, Vavilov refuse. Alors, la police secrète monte un dossier et Vavilov devient le bouc émissaire des mauvais résultats de l'agriculture soviétique. Il est accusé de sabotages, d'être en partie responsable des famines de 1931 et 1932. Arrêté en 1940, condamné à mort en 1941, peine commuée en déportation, il meurt de faim en 1943. **Charles Soubeyran**

Luttes de femmes, 100 ans d'affiches féministes, Bibia Pavard et Michelle Zancarini-Fournel

Les Échappées, 2013, 34 euros.

Une belle sélection de cent affiches retraçant l'histoire des luttes féministes depuis le début XX^e, à travers six thèmes conducteurs : la vie politique, le travail, la maternité et la famille, la colonisation et l'immigration, la création artistique, l'institutionnalisation du féminisme. Des suffragettes à Osez le féminisme (« *Merci pour les fleurs mon cœur. Mais passe plutôt l'aspirateur !* ») ou La Barbe (« *Égalité, virilité, fraternité: la barbe !* ») en passant par le MLF, la journée des mères vue par le commissariat général à la famille de 1944 ou le slogan du PS en 1979, « *La femme est l'avenir de l'Europe* » (savoureux quand on sait que partout en Europe, les « socialistes » mettent en œuvre des politiques d'austérité



will be no révolution without women's libération » (pas de libération des femmes sans révolution, pas de révolution sans libération des femmes). **Neïla**

dont les femmes sont les premières victimes)... ces affiches, hétéroclites comme les mouvements qui les ont produites, souvent plus artisanales que celles « classiques » des partis politiques, dialoguent autant avec ceux-ci qu'avec la culture de masse, notamment la publicité. Elles dressent un panorama foisonnant des féminismes passés et présents qui tous réaffirment : « *There is no women's libération without révolution. There*

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h,
mardi au samedi :
12 h - 20 h

